

PLUS

CRISE À LA CIA
Richard Héту PAGE 3

**LA TRAGÉDIE DE BHOPAL,
20 ANS PLUS TARD**
Mathieu Perreault PAGE 5



PHOTO IVANOÏH DÉMERS, LA PRESSE

Amir Kadir, de l'Union des forces progressistes, et Françoise David, d'Option citoyenne, sont du nouveau mouvement rassembleur de gauche.

Vent de gauche au Québec

Marx doit en rire dans sa tombe. Marginale depuis des lustres sur la scène politique au Québec, la gauche semble en effervescence ces temps-ci. Après les succès électoraux étonnants de l'Union des forces progressistes et la création d'un « club politique » de gauche au sein du Parti québécois, voilà que la fondation d'Option citoyenne par Françoise David vient donner un autre souffle au mouvement. Feu de paille ou nouvelle force politique ? Les prochains mois vont le dire. Car passer de mouvement social sympathique à parti politique incontournable est un rude apprentissage, préviennent les experts.



KARIM BENEÏAÏEH

Avril 2001. Dans la circonscription montréalaise de Mercier, le candidat peu connu d'une alliance de gauche toute neuve, et encore moins connue, récolte près du quart des voix lors d'une élection partielle. Le score étonnant de Paul Cliche, porte-parole de l'Union des forces progressistes (UFP), permettra à la libérale Nathalie Rochefort d'arracher la circonscription aux péquistes.

C'était le premier coup d'éclat depuis belle lurette de la gauche québécoise, cette mal-aimée des sondages et des rendez-vous électoraux. Trois ans et demi plus tard, on en ressent encore l'onde de choc dans le paysage politique québécois. Pendant que l'UFP s'organise et renouvelle ses effectifs, le Parti québécois se voit débordé par la gauche et accepte une nouvelle

mouvance en son sein, les Syndicalistes et progressistes pour un Québec libre, coalition de têtes d'affiche.

Et, surtout, un nouveau mouvement rassembleur de gauche, Option citoyenne, cherche à s'éloigner du langage militant traditionnel. Fondée au printemps 2004 par une militante respectée, l'ancienne présidente de la Fédération des femmes du Québec, Françoise David, Option citoyenne est peut-être bien le morceau qui manquait au puzzle de la gauche québécoise.

Son message : oeuvrer au bien commun. Ses méthodes : parler le langage de monsieur et madame Tout-le-monde.

Aurait-on une vraie gauche au Québec ? « On ressemble enfin plus à une démocratie habituelle, dit Jean-Hermann Guay, professeur de sciences politiques à l'Université de Sherbrooke. Pendant longtemps, la question nationale a pris presque tout l'espace mais depuis le référendum de 1995, il y a un essoufflement. Avec l'arrivée des libéraux au pouvoir et la montée de l'ADQ, les problèmes sont plus que jamais posés en terme de gauche et de droite. »

Territoire vacant

La gauche québécoise, notent paradoxalement la plupart des observateurs, a longtemps souffert de l'absence d'une droite bien définie. « L'ADQ et les propositions amenées par l'équipe Charest dénotent la présence d'une force qui veut réduire la taille de l'État, et la gauche s'alimente à ça, note M. Guay. Ce n'est pas étonnant qu'on ait le

territoire vacant de la place que le PQ veut occuper. Ce n'est pas très clair. Vous le savez, vous, quelle est la position du PQ à l'égard du partenariat public privé, par exemple ? Ou la modernisation et la réingénierie de l'État ? Il faut fouiller pour la trouver. » En délaissant la gauche, le PQ abandonne le terrain aux autres groupes progressistes en manque d'espace politique.

« Les gens ont envie qu'on parle un langage concret, un langage de tous les jours, explique Françoise David. L'important, c'est d'expliquer les choses et de parler de ce qui intéresse les gens dans leur quotidien. »

sentiment, fondé, que la gauche se taille une place. »

Gérard Boismenu, directeur du département de sciences politiques de l'Université de Montréal, abonde dans le sens de M. Guay, mais ajoute un deuxième élément : « L'incapacité du Parti québécois de se définir un territoire politique. On n'est pas cer-

tain de la place que le PQ veut occuper. Ce n'est pas très clair. Vous le savez, vous, quelle est la position du PQ à l'égard du partenariat public privé, par exemple ? Ou la modernisation et la réingénierie de l'État ? Il faut fouiller pour la trouver. » En délaissant la gauche, le PQ abandonne le terrain aux autres groupes progressistes en manque d'espace politique.

C'est dans ce contexte très favorable que Françoise David a pu fonder Option citoyenne, à la-

quelle s'est adjoint un large éventail de personnalités connues du milieu communautaire, comme François Saillant et Jean-Yves Desgagnés.

« Les gens ont envie qu'on parle un langage concret, un langage de tous les jours, explique Mme David. On n'a pas besoin d'écrire le mot néolibéralisme toutes les deux phrases, les gens ont compris à quoi on s'oppose. L'important, c'est d'expliquer les choses et de parler de ce qui intéresse les gens dans leur quotidien. »

Fait étonnant, Option citoyenne est à peine née qu'on évoque déjà sa fusion avec l'UFP. Pourquoi ne pas avoir intégré ce parti dès le début ?

« À l'époque où on a commencé à fonder Option citoyenne, il y a un an et demi, on était perplexes et réticents devant la culture politique et les discours d'un certain nombre de militants de l'UFP, répond Françoise David. Un discours qui nous rappelait peut-être un peu trop la gauche des années 70 et qui nous paraît dépassé. »

» Voir GAUCHE en page 2

PLUS

DES OH! ET DES BAH!

La chronique ironique qui voit et entend tout...

DES CHIFFRES QUI PARLENT

83

Nombre de cellulaires qui ont explosé ou pris en feu aux États-Unis au cours des deux dernières années en raison, entre autres, de chargeurs ou de piles défectueuses

10 000

Salaires mensuels qui sera versé aux joueurs affectés par le lock-out dans la Ligue nationale de hockey en attendant le dénouement de la crise. Le peuple pleure sur leur destin tragique.

30 000 000

Dollars obtenus par Halliburton grâce à des contrats avec l'Irak de Saddam Hussein à l'époque où l'actuel vice-président américain Dick Cheney était PDG de l'entreprise

ICI ET AILLEURS

QUÉBEC
À qui le tour?

Le premier ministre Jean Charest a demandé mardi au Conseil permanent de la jeunesse (CPJ) de faire une étude sur... le financement des universités. Seul hic : il y a déjà eu une commission parlementaire fleuve sur ce thème, au cours de laquelle 92 mémoires ont été déposés. Même la Ville de Rouyn-Noranda et un citoyen se cachant derrière le pseudonyme de Kengo Teschigawara se sont prononcés sur le sujet. Ne manquera plus, après le CPJ, que l'avis de la Coalition pour l'abolition des gras trans dans le menu de la cafétéria de l'Assemblée nationale pour que la consultation soit complète et que le gouvernement, ose enfin trancher l'épineuse question.

ITALIE
Doigt de dame

N'écouter que sa soif de reconnaissance, une Italienne de 20 ans s'est dit prête à se faire couper un doigt pour passer à la télévision lors d'un faux casting filmée avec une caméra cachée. Prévoyante, elle avait pris soin d'exiger que la chaîne télévisée assume les coûts de l'opération chirurgicale requise pour lui redonner par la suite l'usage de sa main. La télé-réalité, ne connaît décidément aucune frontière. Parions qu'un producteur québécois soucieux de contribuer au perfectionnement de notre télévision nationale et à notre édification culturelle — il y en a tant — sautera bientôt sur le concept.

MOLDAVIE
Partisanerie

Le travail d'arbitre en Moldavie n'a rien d'une partie de plaisir. Parlez-en à Vitalia Olike, qui a suscité l'ire du président du club «Rosso» en accordant un penalty à l'équipe adverse. Enragé, le président en question, Mikhaïl Makoveïa, a sauté sur son véhicule, un 4x4, et il a pénétré sur le terrain dans le but d'écraser le pauvre arbitre, forçant ce dernier à se réfugier dans les tribunes. M. Makoveïa a été condamné à une amende de 2 000 dollars cette semaine pour cet écart de comportement.

ILS, ELLES ONT DIT...

Engagée
«Je voulais faire quelque chose pour le pays, parce que je suis toujours resté à l'arrière par le passé pour m'occuper des enfants.»

— Lena Haddix, une résidente de 72 ans de l'Oklahoma, mère de cinq enfants, qui servira bientôt les troupes américaines en Irak

Pédagogique
«Je pense que les invités ont trouvé cela très intéressant.»

— L'ambassadeur américain Tony Hall, qui a servi un bol de riz froid à ses invités lors d'une soirée mondaine à Rome pour les sensibiliser au problème de la faim dans le monde.

EN HAUSSE... EN BAISSÉ



HUGO CHAVEZ



Le président du Venezuela a reçu mercredi «avec fierté» le prix Kadhafi des droits de l'Homme lors d'une cérémonie à Tripoli. On le comprend d'être honoré, le dirigeant libyen étant, comme chacun le sait, un modèle de vertu dans le domaine.



JUDY SGRO



La ministre fédérale de l'Immigration, qui se dit soucieuse des droits des femmes, s'est portée cette semaine à la défense d'un programme de visas pour effeuilleuses étrangères en soulignant que son abolition menacerait l'industrie des bars à danseuses. Le fait qu'il s'agit d'une porte d'entrée sur le monde de la prostitution ne semble guère l'émouvoir.

Quelques têtes d'affiche de la gauche québécoise

FRANÇOISE DAVID
Option citoyenne

Travailleuse sociale née en 1948 à Montréal, Françoise David a oeuvré dans le milieu communautaire avant de devenir coordonnatrice du Regroupement des centres de femmes en 1987. En 1994, elle devient présidente de la Fédération des femmes du Québec et organise la fameuse marche contre la pauvreté Du pain et des roses, pendant laquelle 15 000 femmes ont marché, certaines pendant 10 jours, jusqu'à Québec, le 4 juin 1995. Elle a fondé au printemps 2004 Option citoyenne, un mouvement féministe et écologiste de gauche, dont le premier congrès s'est déroulé à la mi-novembre. Le programme du mouvement, toujours en formation, comprend notamment le désir de bâtir une économie plus démocratique et, plus globalement, d'oeuvrer pour une plus grande justice sociale. Son leitmotiv est de simplifier le discours de la gauche traditionnelle pour se rapprocher des femmes et des jeunes. « Nous sommes de gauche, féministes, écologistes et altermondialistes, explique-t-on dans le programme officiel. Nos valeurs inspirent nos décisions politiques et économiques. Nous voulons bâtir une société juste, égalitaire, solidaire fondée sur la recherche du bien commun. » On prévoit une fusion avec l'Union des forces progressistes d'ici un an.

AMIR KHADIR
Union des forces progressistes (UFP)

Médecin d'origine iranienne immigré au Québec en 1971, alors qu'il avait 10 ans, Amir Khadir est membre de Médecins du monde, organisme pour lequel il a effectué des missions d'observation en Irak et en Afghanistan. Politisé dès son plus jeune âge — il fonde le premier Comité immigrant étudiant du Québec dans les années 70 —, il s'est présenté pour le Bloc québécois dans la circonscription d'Outremont en 2000, puis pour l'Union des forces progressistes dans Mercier au printemps 2003, où il a récolté 15 % des voix. Devenu vice-président et porte-parole de l'UFP, il multiplie les interventions sur la place publique et les prises de position et contribue à faire du parti de gauche un acteur bien présent



PHOTO MARTIN CHAMBERLAND, ARCHIVES LA PRESSE
François Saillant

sur l'échiquier québécois. Son arrivée à l'UFP coïncide avec une volonté manifeste de renouveler le discours de la gauche, souvent perçu comme rigide et dépassé. Le slogan du parti, « Un monde à bâtir... à la mesure de nos rêves », reflète les principaux axes du programme : une société plus juste, plus égalitaire et plus durable. L'UFP lutte ainsi pour la défense de l'écologie, contre la pauvreté, pour le féminisme, la démocratie, l'indépendance du Québec, l'internationalisme et l'altermondialisme. Ses couleurs, le rouge, le blanc et le vert, se veulent une façon de marquer la « rupture avec les politiques des partis néolibéraux que sont, chacun à leur façon, l'ADQ, le PLQ et le PQ », peut-on lire sur le site de l'UFP.

FRANÇOIS SAILLANT
Option citoyenne

Né à Québec, François Saillant, âgé de 51 ans, est un des militants les plus connus du milieu communautaire dans lequel il gravite depuis 1975. Il est coordonnateur du Front d'action populaire en réaménagement urbain (FRAPRU) depuis 24 ans. La Commission des droits de la personne et des droits de la jeunesse lui a décerné le prix Droits et Libertés en 2002. Ce vétéran des causes sociales, diplômé en journalisme, a fait sa marque par sa connaissance approfondie du dossier du logement social. Il a cofondé Option citoyenne le printemps dernier.



PHOTO ARMAND TROTTIER, ARCHIVES LA PRESSE
Monique Richard

MONIQUE RICHARD
Syndicalistes et progressistes pour un Québec libre (SPQ libre)

Enseignante née en 1947 à Arvida, Monique Richard fait partie des vétérans du milieu syndical québécois ; elle est à la Centrale des syndicats du Québec depuis 1984. Elle en a assumé la présidence de 1999 à 2003. Elle est une des figures de proue du « club politique » baptisé « Les Syndicalistes et progressistes pour un Québec libre » qui a décidé d'investir le Parti québécois. Cette faction veut ainsi ramener le parti souverainiste vers des valeurs plus progressistes et s'imposer comme un courant incontournable sur la scène politique québécoise. Le club estime que les forces souverainistes progressistes ne doivent pas se diviser et doivent être regroupées au sein d'un seul véhicule politique, le PQ. Son orientation : « Seule la perspective d'une société basée sur les idéaux les plus élevés de liberté et de justice sociale peut mobiliser la population autour du projet souverainiste et seule la réalisation de l'indépendance permettra l'émergence d'une telle société. » Le mouvement regroupé des militants bien connus comme l'ex-présidente de la Fédération des femmes du Québec, Vivian Barbot, le directeur des TCA du Québec, Luc Desnoyers, le président du syndicat des cols bleus de Montréal, Michel Parent, l'ex-président de la CSN, Marc Laviolette, ainsi que le directeur de *L'Aut'Journal*, Pierre Dubuc.

Vent de gauche au Québec

GAUCHE
suite de la page 1

L'UFP a changé, précise-t-elle, et il est probable que les deux groupes fusionnent en 2005. « Fusion, mais pas intégration. Deux entités s'associent pour en créer une troisième, ça c'est très important pour eux et pour nous. »

Amir Khadir voit les choses du même oeil. Il affirme comprendre la démarche de Mme David, que l'UFP avait d'ailleurs déjà tenté de recruter en 2001 dans Mercier. « À l'époque, elle n'était pas décidée et ça ne correspondait pas à sa situation, sur le plan personnel. D'autant plus qu'elle avait peur de mettre en péril son capital de sympathie. »

Gauchistes « gommés »

Quelles sont les chances de cette nouvelle gauche de faire élire des députés ? Mincecs. Les scores honorables lors de la partielle dans Mercier, le 15 % de voix obtenus par Amir Khadir lors des élections fédérales, l'UFP qui a surclassé l'ADQ lors des élections partielles de septembre dernier

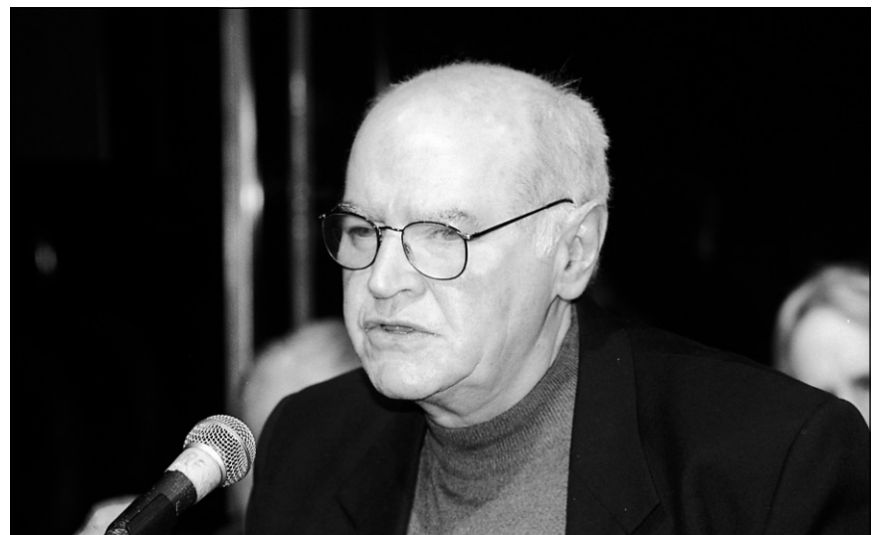


PHOTO RÉMI LEMÉE, ARCHIVES LA PRESSE
En avril 2001, le candidat de l'Union des forces progressistes, Paul Cliche, a obtenu un score étonnant qui permettra à la libérale Nathalie Rochefort d'arracher la circonscription aux péquistes.

réussi à arracher le vote de 4,6 % des Québécois, tandis que le Bloc québécois, avec un programme nettement à gauche, a raflé 48,8 % des suffrages.

« J'ai toujours pensé qu'il y avait toute une faction, de l'ordre

Pour devenir une force politique convaincante, tant l'UFP qu'Option citoyenne devront passer le terrible test de la politique, prévient Gérard Boismenu.

dans Laurier-Dorion et Gouin, à Montréal, tout cela n'arrive pas à faire oublier les résultats des « vraies » élections.

Au printemps 2003, l'UFP a récolté une maigriche proportion de 1,6 % des voix lors des élections provinciales. Par contre, les élections fédérales du 28 juin dernier ont donné des résultats plus encourageants : le NPD a

de 10 ou 15 % de la population du Québec, qui est assez à gauche mais qui est gommée par la question nationale, le jeu des partis et notre système électoral », analyse Jean-Hermann Guay. L'autre obstacle majeur de la gauche, note-t-il, c'est que ses idéaux ont pratiquement été réalisés au Québec. « On a les droits de scolarité pratiquement les plus bas du

monde occidental. On a les garderies les moins coûteuses, même si elles sont passées à 7 \$. On a des filets de sécurité sociale qui rivalisent avec les filets les plus étanches. Sur bien des questions, on a une société qui a réalisé sans le savoir bon nombre des objectifs de la gauche. »

Pour devenir une force politique convaincante, tant l'UFP qu'Option citoyenne devront passer le terrible test de la politique, prévient Gérard Boismenu. « C'est compliqué, faire de la politique. Ça prend beaucoup de moyens et de ressources. C'est un apprentissage rude. Le passage à la forme politique braque les projecteurs sur soi. C'est un tout autre exercice, on s'en est rendu compte il y a deux ans lorsque l'ADQ est sortie de nulle part : les gens ont commencé à lire son programme et à le critiquer. Il y a ce traitement qui va venir. »

Russie: la tentation impériale

C'est avec de gros sabots que Vladimir Poutine a tenté d'inciter les électeurs ukrainiens à voter pour le candidat de son choix. Cette implication sans précédent dans la vie démocratique d'une ex-république soviétique a réveillé le spectre de l'impérialisme russe. L'ours assoupi depuis la chute de l'empire serait-il en train d'ouvrir l'oeil ?

MAGNÈS GRUDA

Des élections fédérales canadiennes opposent un candidat libéral, qui souhaite affirmer l'indépendance du pays face à Washington, à un conservateur branché sur la Maison-Blanche. En plein milieu de la campagne électorale, le président américain décide de faire un saut à Ottawa, question de bien expliquer aux électeurs pour qui ils doivent voter.

Quelques semaines plus tard, il remet ça, et va jusqu'à rejoindre « son » candidat sur un plateau de télévision. Pendant ce temps, les affiches du candidat pro-américain tapissent les murs de la capitale américaine.

Grossier, ce scénario ? C'est pourtant ce qui vient de se produire en Ukraine, où Vladimir Poutine a pesé de tout son poids pour amener les Ukrainiens à voter pour Viktor Ianoukovitch, le candidat pro-russe, plutôt que pour Viktor Iouchtchenko, qui veut rapprocher l'Ukraine de l'Europe.

Le président russe a obtenu plutôt le résultat inverse. « J'ai rencontré plusieurs Ukrainiens qui s'apprêtaient à voter pour Ianoukovitch, mais ont changé d'idée, indignés par l'intervention de Poutine », raconte la politologue russe Lilia Shevtsova, de la Fondation Carnegie, à Moscou.

Mais même si son intervention a fait boomerang, le geste a bel et bien été commis. Les observa-

teurs de la scène russe sont formels : jamais, depuis la chute de l'empire soviétique, un président russe ne s'était mêlé à ce point des affaires d'une ancienne république soviétique.

La crise qui en a résulté a créé une confrontation entre l'Ouest et la Russie comme on n'en avait pas vu depuis l'intervention de l'OTAN au Kosovo, et peut-être même depuis l'époque de la guerre froide, pouvait-on lire dans le *New York Times* cette semaine. « Je pense qu'on pourrait aboutir à un nouvel épisode de la guerre froide », opinait un commentateur russe cité dans le quotidien new-yorkais.

« L'affrontement entre les deux Ukraine pourrait devenir, si l'on n'y prend garde, l'affrontement de la nouvelle Europe élargie et de la nouvelle Russie poutinienne », avertissait hier l'analyste français Alexandre Adler, qui s'inquiète de l'éventualité que le tout se termine dans le sang.

Mais pourquoi donc l'ours russe devait-il mettre sa patte sur l'Ukraine ? Pourquoi maintenant ? Et jusqu'où vont les nouvelles visées impériales de Moscou ?

Le président Poutine avait deux raisons de s'intéresser à la présidentielle ukrainienne, dit Mme Shevtsova. D'abord, parce que la classe politique russe ne conçoit pas que la Russie puisse être forte sans être solidement arimée à l'Ukraine. Et deuxièmement, parce qu'aux yeux de cette même classe politique, l'Ukraine,



PHOTO AFP

Le président russe, Vladimir Poutine, a pesé de tout son poids pour amener les Ukrainiens à voter pour Viktor Ianoukovitch (à droite), candidat pro-russe à la présidence de l'Ukraine.

malgré les apparences, n'est pas vraiment un État indépendant.

Mais cette perception n'explique pas tout. Il y a aussi la politique menée ouvertement par Vladimir Poutine pour restaurer un peu de son empire perdu. Et pour parer à la progression de l'Occident — et surtout, celle de l'OTAN — sur le territoire anciennement soviétique.

Il y a un an, la révolution des roses amenait la Géorgie dans le giron occidental. Aujourd'hui, le pays est ouvert aux troupes amé-

ricaines. Les pays baltes, eux, viennent d'adhérer non seulement à l'OTAN, mais aussi à l'OTAN. Viktor Iouchtchenko souhaite que l'Ukraine rejoigne elle aussi cette alliance militaire.

Pour son adversaire, il n'en est pas question. Du point de vue de Moscou, c'est crucial. « Selon les sondages, 25 % des Russes veulent rejoindre l'OTAN, et 10 % à peine y sont franchement hostiles. Mais pour la classe politique russe, l'OTAN demeure un ennemi », dit Lilia Shevtsova.

« L'élargissement de l'OTAN, c'est une obsession pour le pouvoir russe », opine le politologue Jacques Lévesque. Mais au-delà de ces réminiscences de la guerre froide, le gouvernement russe cherche aussi à resserrer les rangs des anciennes républiques soviétiques pour des raisons économiques.

Il y a un an, le président russe

tre voisins. Son départ « vers l'Ouest » mettrait du plomb dans l'aile de ce projet.

Mais de là à rebâtir un empire, il y a un gros pas... que Vladimir Poutine n'a pas l'intention de franchir, ne serait-ce que par pur pragmatisme, estiment les analystes.

« Nous sommes loin de la guerre froide, les Russes ne sont pas prêts à une confrontation avec l'Occident », dit Lilia Shevtsova, pour qui la situation actuelle se résume par trois mots : tension, suspicion et *partnerships* sélectifs.

La Biélorussie a déjà proposé de recréer un État fédéré avec la Russie, mais Moscou n'en a pas voulu, signale Jacques Lévesque.

Dans la nouvelle communauté imaginée par Vladimir Poutine, chacun des partenaires garderait ses frontières. Il n'y aurait pas de nouvel État, seulement des partenaires.

« Celui qui ne regrette pas l'ex-URSS n'a pas de coeur, mais celui qui voudrait la restaurer n'a pas de tête », se plaît à dire le président russe. Réaliste, l'ours russe n'est encore qu'un toutou.



« Celui qui ne regrette pas l'ex-URSS n'a pas de coeur, mais celui qui voudrait la restaurer n'a pas de tête », se plaît à dire le président russe.

ricaines. Les pays baltes, eux, viennent d'adhérer non seulement à l'OTAN, mais aussi à l'OTAN. Viktor Iouchtchenko souhaite que l'Ukraine rejoigne elle aussi cette alliance militaire. Pour son adversaire, il n'en est pas question. Du point de vue de Moscou, c'est crucial.

« Selon les sondages, 25 % des Russes veulent rejoindre l'OTAN,

a lancé le projet d'une union douanière entre la Russie, le Kazakhstan, la Biélorussie et l'Ukraine. Avec ses 47 millions d'habitants — sur un total d'un peu plus de 210 millions — l'Ukraine représenterait un poids lourd dans cette nouvelle communauté économique qui faciliterait les échanges commerciaux et les migrations humaines entre ces qua-

Sarko superstar

« Traître » à Chirac en 1995, rentré en grâce en 2002 au poste de n° 2 du gouvernement, Nicolas Sarkozy s'est aussitôt posé en rival du chef de l'État. Après avoir quitté le cabinet il y a quelques jours, Sarkozy se consacre désormais à l'UMP et prépare sa candidature à l'Élysée en 2007. Contre Chirac au besoin.



PHOTO PASCAL PAVANI, ARCHIVES AFP

Nicolas Sarkozy (à gauche) prépare sa candidature à l'Élysée pour 2007. Contre le président Jacques Chirac s'il le faut.

LOUIS-BERNARD ROBITAILLE
COLLABORATION SPÉCIALE

PARIS — Parfois le hasard est un peu ironique. Le « sacre » de Nicolas Sarkozy à la tête de l'Union pour une majorité populaire (UMP) aura lieu cet après-midi à Paris, lors d'un congrès extraordinaire. Sarkozy, ministre sortant de l'Économie, vedette incontestable de la droite et ennemi juré de Jacques Chirac, a 49 ans. Le président Chirac, de son côté, fêtera demain son 72^e anniversaire.

Les deux ans et demi à courir avant la présidentielle de mai 2007 risquent donc d'être assez pénibles pour le chef de l'État. Depuis près de 30 ans, il a toujours tenu son parti d'une poigne de fer. Aujourd'hui, il voit les militants, les cadres et les députés de l'UMP se jeter dans les bras de « Supersarko », qui ne cache pas ses ambitions présidentielles et le pousse à la retraite sans ménagement. Alors que, officieusement, il se dit à l'Élysée que Chirac n'a pas renoncé à se présenter — à 74 ans ! — pour un troisième mandat.

Une situation qui n'est pas sans rappeler le dernier droit de Jean Chrétien, submergé par les partisans de Paul Martin. À cette différence près que Sarkozy contrôle désormais le « parti du président » en son nom propre, malgré tous les efforts des chiraquiens pour lui barrer la route. Il a la haute main sur la caisse électorale de l'UMP et, il y a huit mois, Sarkozy voyait 230 députés UMP (sur 350 environ) lui prêter ouverte-

ment allégeance lors d'une réunion « informelle ».

« La raison du succès foudroyant de Nicolas Sarkozy n'est pas que médiatique, mais il est d'abord médiatique, explique l'éditorialiste Jacques Julliard, du *Nouvel Observateur*. Sarkozy est un grand communicateur, qui ne pratique pas la langue de bois et donne aux gens l'impression qu'il comprend leurs problèmes. C'est un hyperactif qui a donné l'image d'un homme politique qui agissait. Mais son pouvoir tient, jusqu'à maintenant, à son omniprésence sur la scène politique et dans les médias. Ce sera plus difficile de tenir le devant de la scène en tant que simple chef de parti. »

Nicolas Sarkozy est indéniablement un « cas » au sein de la politique française — en partie parce qu'il foule allègrement aux pieds les usages du milieu. À l'âge de 28 ans, il s'empare de la mairie et de la circonscription de Neuilly, la banlieue la plus bourgeoise de Paris, qu'il souffle à un baron de la droite. Quelques années plus tard, le voilà intime et premier lieutenant de Chirac prétendant à la présidence. Il « trahit » Chirac à l'élection de 1995 en basculant dans le camp de Balladur. La haine des chiraquiens pour lui sera éternelle. Et, avec la victoire de Chirac cette année-là, ce sera pour « Sarko » la descente aux enfers.

Mais, après mai 2002 et le retour à la droite, on constate qu'il a totalement remonté la pente. Il a labouré le personnel politique à droite, courtisé les députés, s'est rendu indispensable

après des militants. Et est même devenu populaire. Malgré sa rancune, Chirac est forcé de lui donner la place de n° 2 du gouvernement, à défaut de le nommer premier ministre.

Pendant ce temps, l'ancien premier ministre Alain Juppé, brillant mais impopulaire, que le président avait pratiquement désigné comme son successeur, s'empêtre dans des malheurs judiciaires. Dominique de Villepin, flamboyant ministre des Affaires étrangères et autre intime de Chirac, reste pour l'instant un aristocrate de la politique, distant des députés, sans le moindre mandat électif. Quant au premier ministre Raffarin, qui jouait les pères de famille paisibles, il est tombé à un niveau d'impopularité et de faiblesse tel que le monde politique a commencé à compter ses jours.

À droite, il y a déjà longtemps que Nicolas Sarkozy n'a pas de rival. Et s'il a été forcé de quitter son poste de ministre pour diriger l'UMP, il se retrouve à la tête d'une puissante machine au service de son ambition.

Pour quoi faire ? « Le plus paradoxal, dans cette affaire, dit Franz Olivier Giesbert, directeur du *Point*, c'est que Sarkozy, au-delà de son « parler vrai », ne défend pas une ligne différente de celle de Chirac. Certes, c'est un libéral, mais c'est d'abord un pragmatique, dont les positions sont souvent imprévisibles, sur l'Europe, le communautarisme, l'économie. L'homme politique de droite auquel il ressemble le plus, en fait, c'est un certain Jacques Chirac... »

Bhopal: un cocktail explosif de négligence et de pauvreté

Bhopal. 1984. La compagnie Union Carbide crache un nuage hautement toxique, tuant des milliers d'Indiens. Vingt ans plus tard, la tragédie hante toujours l'Inde.

MATHIEU PERREAULT

Les équipements de sécurité étaient débranchés. Les systèmes d'urgence étaient insuffisants. La population, paniquée, s'est précipitée dans la même direction que le nuage toxique. Les employés étaient trop peu et mal formés. Le gaz toxique a été produit par la réaction d'eau et d'isocyanate de méthyle.

Voilà ce qu'on sait de la catastrophe de Bhopal. On sait aussi que des dizaines de milliers de personnes sont mortes ou ont été blessées par le gaz toxique.

Les causes techniques de la tragédie restent nébuleuses. L'usine était-elle moins sûre que si elle avait été construite aux États-Unis ?

Mais les causes techniques de la tragédie restent nébuleuses. L'usine était-elle moins sûre que si elle avait été construite aux États-Unis ? Union Carbide a-t-elle ordonné à sa filiale indienne de négliger la sécurité pour limiter les pertes de cette usine déficitaire, victime de l'effondrement des ventes du pesticide qu'elle produisait, le Sevin ? Union Carbide a-t-elle bénéficié d'un allègement des normes de sécurité parce que le gouvernement indien voulait éviter la fermeture de l'usine, l'un des principaux employeurs de cette région pauvre ?

Brûlures

Le débat se fait particulièrement virulent en ce qui concerne les séquelles dont souffrent encore les victimes de Bhopal. Plusieurs militants affirment que le taux de cancer chez les survivants est beaucoup plus élevé, et que les femmes survivantes accouchent d'enfants souffrant de malformations graves. Mais les études toxicologiques n'arrivent pas à établir un tel lien : dans la litté-

ture médicale, l'isocyanate de méthyle (MIC, selon l'acronyme anglais) cause des brûlures aux poumons, au nez et aux yeux.

« C'est un peu comme les soldats qui ont été gazés durant la Première Guerre mondiale », explique Danilo Klvana, professeur de génie chimique à l'École polytechnique de Montréal, qui a écrit un manuel sur Bhopal où les étudiants doivent calculer la dimension que les équipements de sécurité auraient dû avoir pour éviter la catastrophe. « Ce type de gaz corrode les poumons, les yeux, le nez. Mais il ne semble pas y avoir de malformations ou de cancers. »

L'une des rares études épidémiologiques sur la question, publiée en 1999 dans le magazine *Cancer Causes Control* par une équipe du Population Based Cancer Registry de Bhopal, n'a pas trouvé de lien significatif entre l'accident et le cancer des poumons et de la bouche, et un lien faible (40 % plus de risque) avec le cancer du pharynx. En comparaison, fumer augmente le risque de cancer du poumon de 1000 %.

Par contre, l'endroit est indéniablement encore contaminé. En 2002, le magazine *The New Scientist* a comparé les plans de l'usine de Bhopal et les plans des usines américaines d'Union Carbide, et a constaté que le traitement des eaux usées était nettement en retard à Bhopal : elles étaient laissées à l'air libre, dans des bassins qui n'étaient pas étanches, ce qui provoque encore aujourd'hui une contamination des nappes phréatiques.

Pour ce qui est de l'usine elle-même, elle a été vendue en 1994 à une compagnie indienne, et l'État du Madhya Pradesh en a pris possession en 1998. Depuis, le démantèlement de l'usine a été interrompu. Union Carbide, qui a été rachetée par la multinationale américaine Dow en 1999, estime qu'elle n'est pas responsable de la décontamination de l'usine, et les autorités indiennes n'ont pas dévoilé à quel point l'usine est encore contaminée.



Adi, 13 ans, dans les bras de sa mère Raisa Bee, est infirme. Il est pourtant né sept ans après la catastrophe de Bhopal.

Pas de refroidissement

Chose certaine, l'état de l'usine au moment de la catastrophe donnerait des sueurs froides à n'importe quel ingénieur chimiste. Le système de refroidissement avait été débranché ; le système d'alarme avait été désactivé parce qu'il sonnait sans cesse, à cause de la température trop élevée ; la tour de lavage qui devait contenir les gaz toxiques s'ils s'échappaient de la cuve était beaucoup trop petite par rapport à la taille de la cuve où se trouvait le MIC ;

la torchère qui devait brûler les gaz toxiques s'échappant de la tour de lavage était en panne (les usines américaines d'Union Carbide avaient deux torchères pour pallier aux pannes, selon le *New Scientist*) ; le canon à eau qui devait neutraliser les gaz toxiques s'ils n'étaient pas brûlés par la torchère n'était pas assez puissant.

« Le design de l'usine était compatible avec les normes américaines, dit pourtant M. Klvana. Mais elle avait été abandonnée dans

BHOPAL

LE NOMBRE DE VICTIMES DE BHOPAL

- Selon le US Chemical Safety and Hazard Investigation Board: **3000 morts** et **100 000 blessés** sur le coup; jusqu'à 50 000 personnes ont subi des dommages à long terme.
- Selon la Commission médicale internationale sur Bhopal: de **12 000 à 20 000 morts** au total; 200 000 personnes ont subi des dommages à long terme.
- Selon Union Carbide: **3800 morts**; 2800 personnes ont subi des dommages à court terme, et 40 personnes ont subi des dommages à long terme.

LES COMPENSATIONS FINANCIÈRES

Bhopal: 560 millions \$US payés par Union Carbide en 1989 et 1994.

COMPARAISON AVEC D'AUTRES DÉSASTRES INDUSTRIELS

• **SEVESO** (juillet 1976, nord de l'Italie)
Trois tonnes de vapeurs toxiques s'échappent d'une usine de pesticides; **37 000 personnes** sont exposées; **800 personnes** sont évacuées; **150 personnes** sont empoisonnées. Plus de **10 millions \$ CAN** sont payés en compensation en 1983.

• MINAMATA

Pendant 30 ans, une usine de fertilisants déverse du mercure dans la baie bordant la ville de Minamata, au Japon. Plus de **3000 victimes**, souffrant de déformations, ont été identifiées depuis 1970. Plus de **2 milliards \$US** ont été payés en compensation.

les années précédant l'accident. Il y avait trop peu de personnel, trop de roulement. Deux cuves ont été connectées pour gagner du temps. Et pendant un lavage de tuyaux, on a oublié de fermer une valve. »

Union Carbide a toujours maintenu que l'eau avait été introduite dans le réservoir de MIC par un employé malveillant. Une thèse que réfute l'écrivain Dominique Lapiere, qui a écrit en 2001 *Il était minuit cinq à Bhopal*. « J'ai rencontré l'homme, et il n'est pas coupable », dit-il.

Vingt ans de querelles

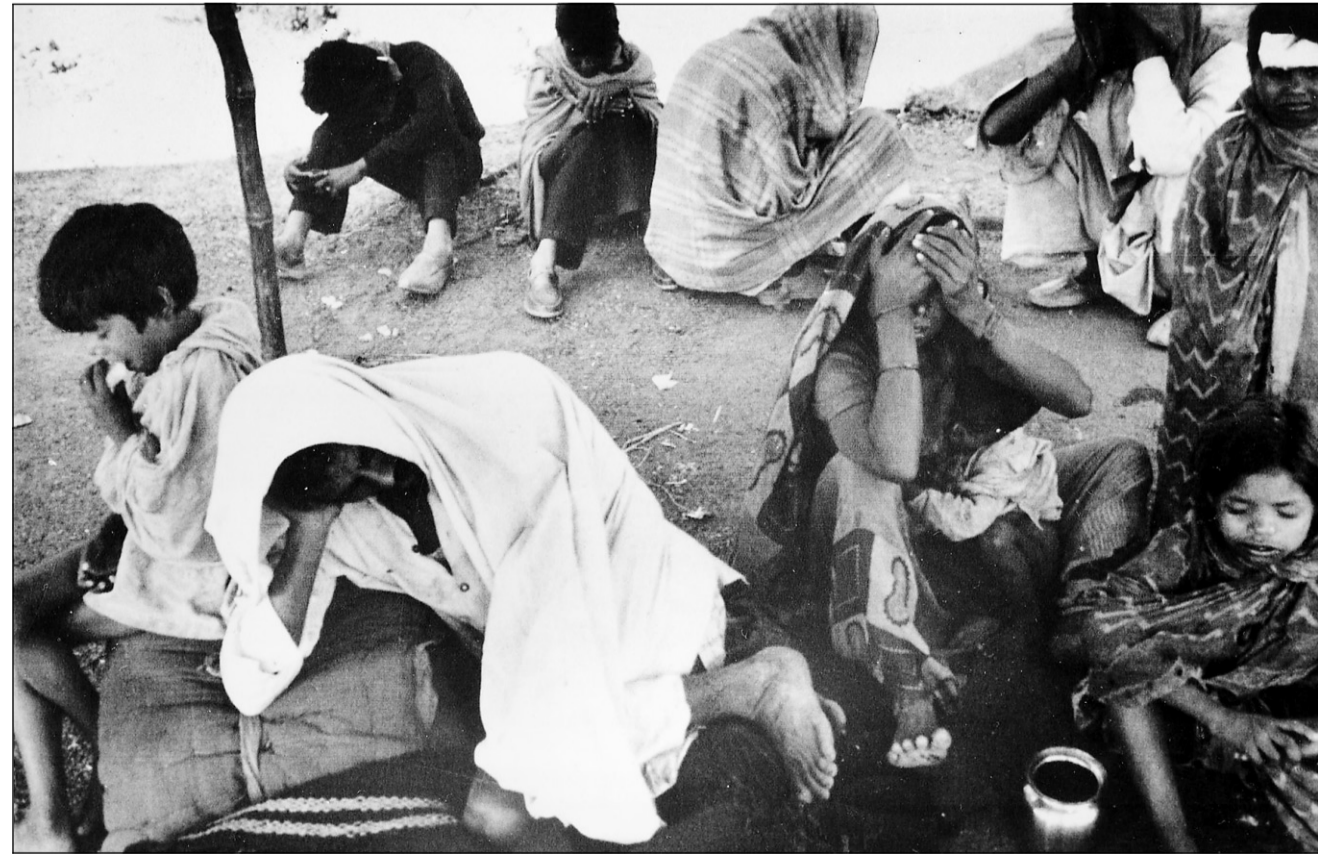
Bhopal. C'est dans cette ville de 1,4 million d'habitants qu'est survenue, il y a 20 ans, la plus grande catastrophe chimique de tous les temps. La capitale du Madhya Pradesh, au centre de l'Inde, continue de s'entre-déchirer à son sujet.

OLIVIER BAILLY
COLLABORATION SPÉCIALE

Le 3 décembre 1984. La multinationale Union Carbide, qui produit des pesticides, libère en pleine nuit un gaz mortel. Elle est installée aux abords de la vieille ville et les premiers touchés sont les plus pauvres, agglutinés autour de l'usine dans l'espoir d'un boulot journalier. Les bidonvilles passés, les nuages toxiques avancent jusqu'à Ibrahim Ganj, la gare des bus, traversent Hamidia Road, encerclent la gare ferroviaire.

Les vapeurs meurtrières parviennent ensuite aux deux lacs qui séparent la vieille ville de la nouvelle, et s'arrêtent là : le gaz, du méthyle d'isocyanate, est deux fois et demi plus lourd que l'air. L'eau absorbe le poison et New Bhopal sera épargné. N'empêche, le bilan est effroyable. Vingt mille morts, un demi-million de vies meurtries.

Faute de données médicales suffisantes, l'Indian Council of Medical Research a identifié les victimes du gaz selon leur présence géographique au moment du drame. Trente-six zones parmi les 56 que compte Bhopal sont reconnues comme ayant été touchées par le gaz. Si vous étiez dans une de ces zones en cette nuit fatidique et pouvez prouver votre infirmité, s'ouvrent alors à vous la gratuité des soins médicaux, les maigres compensations financières soutirées à Union Carbide et d'autres avantages comme un programme de réinsertion professionnelle ou des compensations en nature (du sucre, du riz ou encore de l'essence). Ce système, loin d'être infaillible, charriera son lot de corruption, de falsifications et d'injustices. La totalité des 36 zones contami-



Des gaz chimiques en provenance de l'usine de pesticide de la Union Carbide ont fait environ 20 000 victimes à Bhopal (Inde), le 4 décembre 1984. Quelque 250 000 personnes ont également été incommodées par les vapeurs nocives.

nées se situent du même côté du lac, dans les quartiers pauvres, tandis que les 20 zones non touchées composent la nouvelle ville. « Une exposition sur la catastrophe a tourné dans le monde, avec beaucoup de succès, explique Vinuta Ghopal, de Greenpeace India. Mais quand elle est venue dans la partie riche de Bhopal, elle a reçu très peu de visiteurs. Les gens là-bas pensent que les pauvres gardent cette affaire vivante pour obtenir toujours plus d'argent. »

Un combat de quartiers

C'est que la césure est très marquée entre les deux parties de la ville. Old Bhopal, c'est la vieille ville, laborieuse et chaotique. Hamidia Road, l'artère principale de ce coeur fatigué, toussé des centaines de rickshaws, bus, camions, charrettes à bras, dans un grand nuage de poussière et de crasse. Les échoppes vendent des pneus, des échoppes à eau, des pièces de rechange pour voitures. Les cliniques

médicales privées pullulent, surtout aux alentours d'Hamidia Hospital. Les rues sont défoncées et peinent à absorber les flaques formées par la pluie trois jours auparavant. Le marché pour la bouse de vache. Ici, on porte facilement le voile ou le topi, couvre-chef musulman. On aime aussi le Parti du Congrès, celui de la famille Nehru-Ghandi, le parti des pauvres, paraît-il.

De l'autre côté des lacs, c'est New

Bhopal, la nouvelle ville clinquante et ordonnée. Elle accueille les hommes à la chemise blanche sans plis et les enfants aux chaussures cirées. Les rues sont larges et parfois bordées de trottoirs, les parcs aménagés apportent une touche de verdure au paysage. Les maisons ont des barrières et les voitures sont rangées dans la cour. Le marché aux étals bien alignés propose aussi bien des légumes que des chaînes hi-fi ou des vêtements. Une promenade a été aménagée le long du lac où les familles se délassent le dimanche, entre boissons sucrées et tours en barquette. Ici c'est le fief du libéral BJP, le Parti nationaliste hindou.

Pour renforcer la scission entre les deux Bhopal, la religion s'en est mêlée. Bien que minoritaires dans la ville, nombre des victimes de la catastrophe sont de confession musulmane parce qu'elles logeaient dans les quartiers pauvres. Mais avec l'appât des compensations financières, de nombreux hindous, avec le soutien du BJP, ont réclamé leur part du gâteau, sous-entendant que la catastrophe avait pris soin de frapper équitablement les deux communautés religieuses. Or toutes les études officielles indiquent que ces zones n'ont pas été touchées.

Ce qui n'empêche pas des voix de continuer de se faire entendre du côté du nouveau Bhopal, et des demandes de compensations sont de nouveau soulevées en cette année de commémoration, avec le soutien des dirigeants locaux. Ce n'est toutefois pas gagné : les derniers dollars des maigres compensations financières ont enfin été distribués le mois dernier, 20 ans après le drame. Ce qui devrait mettre un terme à ce combat de quartiers.

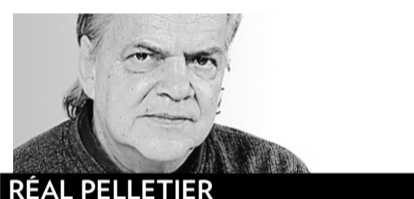


PHOTO KEVIN LAMARQUE, REUTERS

Une Condoleezza Rice particulièrement épanouie a été officiellement présentée par le président des États-Unis, George W. Bush, le 16 novembre, à Washington, comme prochaine secrétaire d'État, en remplacement de Colin Powell, démissionnaire.

Le phénomène Condoleezza Rice, aux rênes du département d'État

La nouvelle diplomate en chef a une relation particulière avec M. Bush



RÉAL PELLETIER

Une femme noire, intellectuelle plutôt que politicienne, réputée entretenir une relation très ouverte et très franche avec le chef de la Maison-Blanche, prendra la tête de la plus importante usine diplomatique nationale de la Terre : le State Department.

La classe politique états-unienne — qui pourtant s'y attendait un peu — a quand même été vivement impressionnée par cette première grande nomination du président George W. Bush à l'aube de son second mandat. La trajectoire de M^{me} Rice, dont l'enfance a été marquée par les luttes pour les droits civils en plein cœur de l'Alabama, présente un caractère exceptionnel. Que cette femme ait abouti dans un repaire néoconservateur alors que les plus brillants de son milieu et de sa génération s'engageaient volontiers dans les voies *liberal* vaut qu'on s'y arrête.

Certes des questions difficiles attendent Condoleezza Rice lors de son examen de passage au Sénat, mais la majorité républicaine de cette chambre devrait l'assurer du prestigieux poste dont a démissionné Colin Powell, dans des circonstances qui demeurent obscures.

Changement de la garde

Ça faisait bien un an que Colin Powell — le rare mandarin de Dobelou qui respectait la haute sphère diplomatique internationale — laissait entendre par son entourage qu'il allait quitter ses fonctions advenant un second mandat. Il appert que le clan Bush a vite pris la rumeur au mot.

Mais tout indique qu'au fil d'arrivée du premier mandat, M. Powell avait révisé ses plans et comptait servir encore pour un temps. C'est un secrétaire d'État fébrile qui avait préparé un plan de travail élaboré pour une séance de travail de la Maison-Blanche, en vue de la rencontre de Sharm al-Sheikh, en Égypte, avec les nouveaux représentants palestiniens, raconte *Newsweek*. Mais Colin Powell ramait à vide : le président ne lui a pas offert de prolonger son mandat au département d'État, ce qui constituait l'invitation subtile à remettre sa démission.

On a vite interprété le choix de Condoleezza Rice à la succession comme l'intention du président d'homogénéiser le pouvoir conservateur, en éliminant « celui qui avait l'audace de poser des questions pertinentes » aux artisans de ce pouvoir, écrit en substance *The Economist*.

Des proches du pouvoir conservateur estiment pourtant que la diplomatie jouera un rôle clé ces prochaines années dans les dossiers chauds de l'après-Arafat, de l'Inde, du Pakistan, de l'Iran et de la Corée du Nord. Mais il importe, selon eux, que la parole du secrétaire

d'État reflète désormais très exactement ce que pense le président, ce qui n'était pas le cas avec Colin Powell, dont on soupçonnait les divergences avec le président. Par contre, note *The Economist*, il faut savoir que M^{me} Rice, qui comme conseillère à la Sécurité nationale travaillait en très étroite collaboration avec M. Bush à la Maison-Blanche, quitte l'immeuble pour celui du département d'État et qu'elle n'aura plus de ce fait le privilège de la fréquentation quotidienne du président et qu'elle héritera de l'imposant fardeau que représente la gestion de ce ministère.

On sait gré à M^{me} Rice d'avoir une éthique du travail rigoureuse, d'avoir initié George W. Bush aux grands dossiers internationaux dans les deux années qui ont précédé le premier mandat, d'être une spécialiste du dossier russe et des problèmes de réunification de l'Allemagne et d'avoir enfin amorcé récemment une « diplomatie tranquille » avec l'Europe. Mais *Newsweek* prévoit qu'on lui demandera, lors de sa comparution au Sénat, pourquoi elle n'a pas réussi, depuis la Maison-Blanche, à arbitrer des querelles survenues entre Colin Powell et le secrétaire à la Défense, Donald Rumsfeld, pourquoi elle a approuvé le recours à de mauvais renseignements à propos de l'Irak et pourquoi elle a sous-estimé le sérieux d'al-Qaeda avant le 11 septembre 2001.

On s'attend à ce qu'elle voyage beaucoup durant son mandat, ce que n'a pas fait Colin Powell qui, de son propre aveu, craignait qu'on lui joue dans le dos quand il quittait Washington. Condi Rice n'aura pas ce problème, surtout si le poste de secrétaire d'État adjoint est confié à John Bolton, homme de confiance du vice-président Dick Cheney, qu'elle a défendu plus souvent qu'autrement dans ses différends avec M. Powell par le passé. M. Cheney travaille déjà à placer ses pions dans les divers ministères, signale David E. Sanger, spécialiste des affaires diplomatiques au *New York Times*.

On ne reconnaît pas à Condi Rice de talents particuliers pour la négociation — exigence fondamentale pour la tâche qui l'attend — mais tout le monde s'entend sur l'exceptionnelle qualité de ses rapports avec George W. Bush, ce qui devrait lui procurer du poids dans ses rapports avec le reste du monde.

Relation privilégiée

Dans une biographie parue en 2002 et intitulée *Condi : The Condoleezza Rice Story*, Antonia Felix raconte la genèse de sa relation avec M. Bush. Le *Sunday Times*, de Londres, en a publié de larges extraits dimanche dernier.

M^{me} Rice, fortement recommandée par un membre de l'entourage des Bush, Brent Scowcroft, fut invitée à la résidence de vacances de la famille à Kennebunkport, à l'été 1998. Celui qui était alors gouverneur du Texas, George W. Bush, qui aspirait déjà à la candidature présidentielle, eut alors de longues heures de conversation avec M^{me} Rice sur les affaires mondiales. Une chimie s'est immédiatement créée entre les deux personnages, le poli-

icien appréciant au plus haut point la capacité de l'universitaire de lui présenter les dossiers en termes clairs et courts.

Le gouverneur du Texas disait de Condi qu'elle « est de compagnie agréable. J'aime les gens au cœur léger, pas ceux qui se prennent tellement au sérieux qu'on les tolère mal dans l'entourage. De plus, elle est très brillante ».

Et M^{me} Rice de lui rendre le compliment : « Il (M. Bush) a ce genre d'intellect qui va directement au but. Vous accueillez des universitaires dans une pièce qui peuvent parler pendant trois heures sans arriver au but. »

Le gouverneur Bush comptait déjà pourtant sur une batterie de conseillers musclés en affaires internationales comme Richard Armitage, Robert Zoellick, Paul Wolfowitz, Robert Blackwill et Richard Perle (plusieurs associés au clan dit des néoconservateurs). Elle devint une sorte de « quart-arrière » de ce groupe (elle est fan de football américain). M. Bush appréciant qu'elle « puisse m'expliquer les choses de la politique étrangère en des termes que je puisse comprendre ».

Condoleezza Rice aura ainsi fait l'éducation de George W. Bush en affaires internationales et ce dernier lui en sait gré.

Obsession pour l'éducation

L'éducation, chez M^{me} Rice, est presque une affaire génétique. Son arrière-arrière-grand-mère, Julia, était esclave dans une plantation blanche de l'Alabama. Malgré le caractère pénible de sa situation, Julia avait appris à lire et à écrire. Libérée après la Guerre civile, Julia se maria et ses neuf enfants se feront instruire.

À sa naissance le 14 novembre 1954, Condoleezza descendait de trois générations de Noirs instruits, comprenant principalement des enseignants, des ministres du culte et des avocats. Son père, John Rice, était ministre presbytérien et enseignant et un oncle fut un expert en éducation. Sa mère, Angelena, était aussi enseignante, spécialisée en science et musique. Elle baptisa sa fille Condoleezza, contraction de la formule musicale italienne *con dolcezza* (avec douceur).

La ville de Birmingham, dans les années 50 et 60, était considérée comme la plus ségrégationniste du Sud et fut à ce titre l'un des théâtres les plus dramatiques de l'expansion des droits civils. M^{me} Rice a assisté avec une certaine distance aux événements : elle jure aujourd'hui que ce n'est pas le combat pour les droits civils, mais la rigueur de l'héritage familial basé sur la connaissance qui a fait d'elle ce qu'elle est devenue. Elle habitait l'arrondissement de Titusville, agglomération de classe moyenne noire marquée par les préoccupations pour l'instruction et qui poussait particulièrement l'éducation des filles, étant entendu que les ségrégationnistes blancs craignaient moins l'éventuelle concurrence des femmes noires que celle des hommes noirs.

Comme beaucoup d'enfants de Titusville, Condi fut initiée aux grands axes de la culture occidenta-

le : la musique, le ballet, les langues étrangères, l'athlétisme et les livres importants. Sa cousine, Connie Rice, note qu'elle était d'un milieu « qui avait choisi de mettre sous le boisseau un débordement de la culture qui disait que vous êtes de seconde classe, que vous êtes noir, que vous ne comptez pas et que vous n'avez pas de pouvoir ».

À quatre ans, Condi lisait déjà la musique avant d'apprendre à lire et dans son enfance, elle passait plus de temps que ses copines à la maison, à lire ou à pratiquer le piano et le français.

La règle de Titusville était la suivante : il faut être « deux fois meilleurs » que les Blancs pour réussir comme eux, et « trois fois meilleurs » qu'eux pour les dépasser. Mais une sorte de pudeur particulière à Titusville interdisait qu'on complète la proposition par une phrase du type « N'est-ce pas effrayant ? ».

Une sorte de conservatisme animait Titusville, dans une région et à une époque où nombre de démocrates éminents combattaient pour le maintien de la ségrégation. Dans son livre, M^{me} Felix cite Condi Rice qui raconte que son père a voulu s'inscrire comme démocrate en 1952, mais que le registraire a exigé comme condition qu'il devine le nombre exact de fèves que contenait un pot. Le père quitta les lieux et s'en alla s'inscrire au Parti républicain.

Les réflexes conservateurs sont vivaces chez M^{me} Rice. « Je suis vraiment une personne religieuse, dit-elle, et je ne pense pas avoir été mise sur cette terre pour être amère, d'où mon optimisme éternel en toutes choses. » Et si elle milite aujourd'hui contre le contrôle des armes à feu, c'est qu'elle se souvient de Birmingham, où les Noirs ont pu, armés, se protéger contre les miliciens blancs qui leur faisaient des misères. S'il y avait eu enregistrement obligatoire des armes à feu, dit-elle, les autorités blanches ségrégationnistes les auraient confisquées aux Noirs, les privant d'un des seuls moyens de défense à leur disposition alors.

C'est plus tard, à l'Université de Denver (les Noirs n'étant pas admis à l'Université de l'Alabama), qu'elle recevra la piqure de la politique internationale. Le professeur qui l'a marquée n'était pas n'importe qui : il s'agissait d'un ancien diplomate tchecoslovaque, Josef Korbel, dont la fille, Madeleine Albright, allait devenir éventuellement secrétaire d'État sous Bill Clinton. Inscrite en relations internationales, elle s'est passionnée notamment pour la Russie au point qu'elle lit aujourd'hui le russe. C'est de M. Korbel, dit-elle, qu'elle a acquis l'art de la concision qui en est venu à la caractériser.

Les observateurs patentés — diplomates, universitaires, chroniqueurs — qui regardent aller Condoleezza Rice se demandent maintenant si cette concision rime avec simplification et veulent savoir comment se débrouillera la nouvelle vedette de la diplomatie dans les chauds dossiers qui l'attendent.

THE WALL STREET JOURNAL

Ouverture

Wal-Mart, la plus importante chaîne de commerce de détail au monde, mène une lutte planétaire contre la syndicalisation de ses employés, qu'elle nomme affectueusement ses « associés ». L'entreprise vient pourtant de faire savoir qu'elle autorisera la formation de syndicats dans ses magasins en Chine. Wal-Mart compte 22 000 employés dans ses 42 établissements en Chine. Mais la Chine, c'est avant tout le grand fournisseur de marchandises à petit prix de Wal-Mart, pour une valeur annuelle de 15 milliards de dollars US, d'où le souci de ne pas déplaire à la grande fédération intersyndicale de Chine, proche du gouvernement, qui se plaint du géant américain depuis quelques mois. Wal-Mart devient ainsi une sorte de cas pilote en Chine où d'autres grands investisseurs étrangers luttent contre la syndicalisation comme Eastman Kodak, Dell et Samsung Electronics. Les employés du Wal-Mart de Jonquière, au Québec, sont les seuls à avoir obtenu une reconnaissance syndicale et les employés de sept autres magasins en Colombie-Britannique sont en attente d'accréditation.

THE BOSTON GLOBE

Relecture

Les grandes entreprises américaines font des pieds et des mains pour ne pas révéler aux médias les vrais chiffres d'exportation des emplois à l'étranger, une opération connue sous le nom d'*outsourcing* ou sous-traitance étrangère. Ici et là cependant, des grappes d'universitaires s'efforcent de corriger le tir. Ainsi, la Chambre de commerce des États-Unis évalue à quelque 200 000 le nombre d'emplois en sous-traitance transférés annuellement par des entreprises américaines, mais des chercheurs recrutés par une commission bipartite du Congrès parlent de 406 000 emplois pour l'année en cours et anticipent que le mouvement s'étendra sur plusieurs années. L'*outsourcing* est identifié par plusieurs comme la raison pour laquelle les chiffres de l'emploi aux États-Unis ne bougent pas à la mesure de la croissance de l'économie depuis plusieurs semestres.

THE NEW YORK TIMES

Fracture

C'est une dimension qui échappe à la couverture médiatique ordinaire des événements au Proche-Orient mais son ampleur reste remarquable : l'impact des violences sur les performances économiques des Israéliens et des Palestiniens. Une étude de la Banque mondiale révèle qu'en 2003, 47 % des Palestiniens vivaient avec moins de 410 \$ par mois pour un ménage de six personnes, soit au-dessous du seuil de pauvreté. Il s'agissait d'une légère amélioration sur 2002 où l'on comptait 51 % de la population dans cette situation. L'économie palestinienne comme telle a chuté de 23 % depuis 1999, première année de l'actuelle intifada. Le chômage, qui n'était que de 10 % en 1999 en Cisjordanie et dans la Bande de Gaza, atteint aujourd'hui 26 % des travailleurs. Le seuil de pauvreté officiel est plus élevé en Israël, à 400 \$ par mois par individu ou à 1000 \$ pour un ménage de quatre et 22 % des Israéliens vivaient sous ce seuil en 2003. Jérusalem est la ville israélienne où la pauvreté frappe le plus fort, touchant le tiers de ses citoyens. Les violences ayant diminué ces derniers semaines, Israël croit pouvoir afficher une croissance de 4 % en 2004.

THE SUNDAY TELEGRAPH

Césure

Le lait de jument est en forte demande en Europe, signale le *Telegraph*. Cette denrée, presque inconnue en Grande-Bretagne, fut tellement populaire en Allemagne lors de la Première Guerre qu'on en faisait la livraison à domicile. Ce qui explique sa faveur actuelle auprès des consommateurs, c'est que le lait de jument est riche en vitamines et en minéraux et qu'il ne contient que 1,5 % de matières grasses contre 3,7 % pour le lait de vache. Une spécialiste de Stuttgart est d'avis que le lait de jument est ce qui se rapproche le plus du lait humain et qu'il recèle naturellement des anticorps contre les bactéries et les virus. Jusqu'à récemment, seuls quelques petits fermiers allemands produisaient la denrée, mais des producteurs importants s'y adonnent désormais en France, en Belgique, aux Pays-Bas, en Allemagne et en Autriche. Mais si vous avez déjà du lait de produit, ne craignez pas de vous faire passer du lait de jument pour du lait de vache : le lait de jument est vendu en Europe à 11 euros le litre, soit quelque 16 \$ d'ici...